

Épreuve : Droit international privé (sans TD) *Année : 2022*
Professeur : Loïc Panhaleux
Diplôme : Master 1 *Session 1* *Semestre 2*
Durée de l'épreuve : 1h.00
Documents autorisés : Tous les codes, textes de droit international privé, plan documenté

1. Le rôle des privilèges de juridiction dans la mise en œuvre des règles de l'Union européenne E en matière de compétence internationale (5 points indicatifs).
 2. 2. Le domicile ou la résidence habituelle du défendeur : quel rôle dans la détermination de la compétence internationale ? (7 points indicatifs)
 3. 3. La liberté d'attribution de juridictions dans les règles de l'Union européenne de conflits de juridictions (8 points)
-

Épreuve : Droit international privé *Année : 2022-2023*
Enseignant : Loïc Panhaleux
Diplôme : Master 1 *Session : 1*
Semestre : 2
Durée de l'épreuve : 1 heure
Documents autorisés : Plan documenté, tous textes et codes

1. Quel rôle joue la nationalité en matière de conflits de juridictions ? (5 points indicatifs)
2. Alain, demeure à Nantes. Il a acheté, en Belgique, un ordinateur à la société Z qui ne fonctionne pas. Veuillez, lui indiquer, par ordre de priorité d'examen, les fondements (indiquer le n° des articles et une très brève justification) qui doivent être examinés afin de déterminer la compétence selon le règlement UE n° 1215/2012 du 15 décembre 2012 (6 points indicatifs)
3. Sophie, de nationalité française est mariée à Pedro, de nationalité espagnole. Juste après leur mariage, depuis avril 2020, ils ont résidé en Espagne jusqu'en août 2022. Sophie est revenue en France le 25 novembre 2022. Elle voudrait saisir une juridiction française pour demander le divorce. Est-ce aujourd'hui possible ? (4 points indicatifs)

En matière civile et commerciale, les règles de l'UE facilitent-elles, par rapport au *droit commun, l'exécution des décisions de justice* ? (5 points)

Épreuve : Droit international privé *Année : 2023-2024*
Enseignant : Loïc Panhaleux
Diplôme : Master 1 *Session : 1*
Semestre : 2
Durée de l'épreuve : 1 heure
Documents autorisés : Plan documenté, tous textes et codes

4. La société X, société française, a acheté une machine à une société belge. La société belge l'avait achetée à une société allemande, la société Y. La société X agit contre la société Y en réparation du préjudice qu'elle prétend avoir subi du fait d'un vice caché de la machine devant le tribunal de commerce de Paris. Elle se fonde sur la responsabilité délictuelle de la société Y. Le tribunal de commerce de Paris est-il compétent ? (7 points indicatifs)

P.S. : Dans votre réponse, vous ne devez pas justifier de l'application de tel ou tel texte. Il faut simplement dire lequel vous appliquez.

5. Marie, de nationalité française est mariée à Marco, de nationalité italienne depuis le 20 janvier 2022. Juste après leur mariage, ils ont résidé en France. Marco est retourné en Italie le 22 novembre 2023. Marie a saisi un tribunal français d'une demande en divorce le 20 avril 2024. Marco a saisi un tribunal italien pour la même raison le 1^{er} mai 2024. Marie s'inquiète à l'idée des deux procédures et de décisions éventuellement contradictoires. Qu'en pensez-vous ? (6 points indicatifs)

P.S. : Dans votre réponse, vous ne devez pas justifier de l'application de tel ou tel texte. Il faut simplement dire lequel vous appliquez.

6. Amélie est domiciliée à Strasbourg. Elle a été condamnée par un tribunal allemand parce qu'elle n'a pas payé une tondeuse à gazon qu'elle a achetée en Allemagne, à la suite d'une publicité reçue dans sa boîte aux lettres. Elle devait payer en trois fois. Elle n'a pas opéré le dernier paiement car elle n'était pas satisfaite de la tondeuse qui ne coupe pas selon elle correctement l'herbe de son jardin. Elle ne s'est pas présentée devant le tribunal allemand. La décision lui a été signifiée. Elle n'a pas formé de recours contre la décision qui est devenue définitive. Pourrait-elle empêcher l'exécution de la décision en France, notamment en se prévalant de sa nationalité française (7 points indicatifs) ?

P.S. : Dans votre réponse, vous ne devez pas justifier de l'application de tel ou tel texte. Il faut simplement dire lequel vous appliquez.

Épreuve : Droit international privé

Année : 2024-2025

Enseignant : Loïc Panhaleux

Diplôme : M 1

Semestre : 2

Durée de l'épreuve : 1 heure

Documents autorisés : Codes et tous textes de lois, conventions, règlements... ; plan documenté (avec annotations autorisées)

QUESTIONS

(les réponses doivent être courtes mais systématiquement fondées)

- 1) Dans un litige commercial, une juridiction française et une juridiction étrangère sont saisies en avril 2025 par deux mêmes personnes. Le juge français peut-il s'estimer compétent ? (5-6 points indicatifs)

- 2) Marie est française. Elle est mariée à Pedro, de nationalité espagnole. Elle voudrait divorcer et demander une pension alimentaire à Pedro. Pedro et Marie vivaient en Belgique. Marie vit depuis septembre 2024 en France. Veuillez faire la liste de toutes les juridictions qui pourraient être compétentes pour juger des demandes de Marie en indiquant à chaque fois les différents fondements de cette compétence (par exemple, si une juridiction belge est compétente, écrire « choix des parties : Belgique : art... du Règlement n° ... ou Règlement du.... » (bien préciser les paragraphes, alinéas et numéros, tirets etc., des articles cités). (5-6 points indicatifs)

- 3) Un étranger a obtenu dans un Etat étranger un jugement du 10 janvier 2025 de condamnation d'un Français à réparer le préjudice qu'il a subi. L'exécution en France pourrait-elle se faire comme si la décision avait été rendue par un juge français (définir rapidement les solutions de principe, les obstacles juridiques et pratiques éventuels en faisant référence au droit positif (si texte : simple numérotation ; si jurisprudence : juridiction et date de la décision) ? (9-10 points indicatifs)